

La France et le déni de réalité

Toute rigueur a disparu de la gestion de nos finances publiques, et en parallèle, les politiques publiques se montrent incapables de résoudre le malaise social qui gangrène le pays. Ni la droite ni la gauche, campées dans leur doctrine idéologique respective, ne semblent capables de sortir de ce déni de réalité.

LA
CHRONIQUE
de Jean
Peyrelevade



La France, son peuple, ses dirigeants sont atteints d'une maladie grave : le déni de réalité. Depuis plus de vingt ans, tous gouvernements confondus, nos équilibres économiques fondamentaux se sont dégradés et le pays a connu un déclin continu par rapport à tous nos voisins et concurrents européens. D'où vient ce refus collectif de voir les choses comme elles sont et pourquoi préférons-nous l'illusion du discours ?

La gauche, au sens large du terme, a sa part de responsabilité pour des raisons historiques qui se sont comme imposées à elle. Toujours radicalisée même si elle n'est plus vraiment révolutionnaire, elle vient d'installer à sa tête Jean-Luc Mélenchon, leader improbable et incapable de gouverner qui promet de « renverser la table ». Quand on mène un combat frontal contre l'ordre existant, dont la disparition est un préalable, on se préoccupe fort peu des équilibres économiques. Au contraire, au nom de la souveraineté du peuple et de la lutte contre le néolibéralisme (terme pédant qui signifie la soumission de l'Etat aux intérêts privés), on entend mettre fin aux disciplines budgétaires imposées par Bruxelles (qui ne furent en France presque jamais respectées) et à l'indépendance de la Banque centrale afin de pouvoir créer sans limite autant de monnaie que la dépense publique l'exige. La gauche ayant fait disparaître sa composante social-démocrate, seule apte à gouverner, c'est donc le rêve, le fantasme qui s'imposent dans les esprits.

Le même mal est d'ailleurs en train de s'étendre au mouvement écologique. Une fracture, peut-être définitive, s'y installe. Le porte-parole des Verts, Alain Colombel, déclarait en août 2022 « que crève le capitalisme qui nous fait crever » et appelait à la constitution d'un parti de l'écologie « qui sorte de l'électoralisme et de son aspiration à la normalisation pour redevenir [...] un parti de combat et de résistance ». On se croirait

de retour en 1905, au moment de la naissance turbulente du socialisme, et l'écologie radicalisée risque fort de faire disparaître, avant même qu'elle ait vu le jour, l'écologie de gouvernement. A nouveau, l'arrogance protestataire l'emporte sur l'esprit d'analyse, et l'outrance sur la mesure.

La droite elle-même a des responsabilités au moins aussi lourdes. On reproche souvent au Parti socialiste de ne pas avoir été capable de faire son Bad-Godesberg, congrès tenu en 1959 où le parti social-démocrate allemand a abandonné formellement les idées d'inspiration marxiste, l'appropriation collective des moyens de production et reconnu l'économie de marché, tout en se prononçant pour un système de cogestion dans les entreprises.

D'où vient ce refus collectif de voir les choses comme elles sont et pourquoi préférons-nous l'illusion du discours ?

Les critiques pour immobilisme idéologique de la gauche (critiques systématiques à droite) oublient que le congrès de Bad-Godesberg fut précédé par celui d'Ahlen, organisé dès 1946, où la CDU affirmait que « le système capitaliste n'a pas été bénéfique pour les intérêts vitaux de l'Etat et de la société » et appelait de ses vœux « un ordre fondamentalement nouveau ». D'où le concept d'« économie sociale de marché » qui n'était pas une simple formule de meeting politique : la cogestion est bien devenue une réalité en Allemagne.

Rien de tel en France. La droite a toujours refusé la mise en cause de ses privilèges, tant de richesse que de pouvoir. La seule initiative visant à mettre fin à la lutte des classes et au conflit perpétuel entre le capital et le travail, celle du général de Gaulle proposant dès 1947, dans un discours à Strasbourg, de transformer grâce à la participation les salariés en associés fut dénaturée par Georges Pompidou en 1967, lors de sa première mise en application par ordonnance. La participation n'est plus qu'une façon parmi d'autres, fiscalement avantageuse, de consentir une rémunération salariale complémentaire. En fait, la

droite française s'est toujours présentée comme principalement chargée de faire barrage à l'irresponsabilité de la gauche. Ainsi la rigueur est apparue comme une valeur de droite et tout gouvernement de gauche qui s'y réfère (à commencer par celui de Pierre Mauroy en 1982-1983) est accusé de trahison par son propre camp. Toute gauche de gouvernement est considérée comme illégitime, puisqu'abandonnant au nom de la gestion du pays les idéaux révolutionnaires qu'elle aurait dû poursuivre.

D'un côté, une gauche de fantasmes et de laxisme. De l'autre, une droite soucieuse de rigueur, mais sans jamais rien céder de ses avantages, ce qui a pour double conséquence de la rendre de plus en plus impopulaire, comme le montrent ses résultats électoraux, et de donner à la notion de rigueur un caractère réactionnaire. Ajoutons à tout cela un nouveau président qui mène une politique de droite, défend les riches, protège leur pouvoir sans partage et refuse de les imposer davantage. En même temps, il invente le « quoi qu'il en coûte » pour répondre par la dette publique aux situations de crise et aux débuts d'émeutes populaires. De droite et de gauche paraît-il ? Oui, de droite et laxiste, ce qui officialise l'apparition au plus haut niveau d'une variété nouvelle de dirigeants, particulièrement dangereuse car elle ouvre la voie à la montée de l'extrême droite.

Nous avons devant nous de fantastiques défis à relever. Nous ne sommes pas armés ni intellectuellement ni institutionnellement pour y répondre. La catastrophe est donc chaque jour plus proche. Au nom du progressisme, on vide la gauche de ce qui lui restait de social-démocratie, au nom du bon sens et du projet européen, on enlève à la droite ses composantes modérées. Ainsi renforce-t-on les deux extrêmes qui, profitant du mode de scrutin imposé par de Gaulle en 1962, voient régulièrement augmenter leurs chances de se retrouver face à face au second tour d'une prochaine élection présidentielle. Tout cela dans un désordre accru par une gestion dont toute rigueur a disparu. Déni de réalité, alors qu'il serait urgent de dire la vérité au peuple : oui, nous sommes en économie de guerre, et pour longtemps.

Jean Peyrelevade est économiste et chroniqueur aux « Echos ».